



BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 27 au 31 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : signature d'un accord autour de 3 îlots entre le Gabon et la Guinée équatoriale.
- **Cameroun** : la dette publique progresse de 8,3 % au premier semestre.
- **Congo** : la plateforme de paiement des recettes publiques « FOUTA » sera mise en service le 3 août.
- **Gabon** : émission d'un Eurobond de 920 M USD sur le marché international des capitaux.
- **Tchad** : le pays renforce la numérisation de ses recettes publiques avec 3 000 nouveaux terminaux de paiement électronique.
- **RDC** : le pays exporte ses premiers concentrés de lithium depuis le port de Kalemie.
- **Sao Tomé-et-Principe** : inscription de six roças santoméennes sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Régional

Signature d'un accord autour de 3 îlots entre le Gabon et la Guinée équatoriale

Le Gabon et la Guinée équatoriale ont [signé](#) le 28 juillet 2026 à Addis-Abeba un accord entérinant la décision de la Cour internationale de justice (CIJ) sur un différend territorial vieux de plus de 50 ans. Depuis mai 2025, la CIJ [soutient](#) en effet la propriété équato-guinéenne sur un petit groupe d'îles (Mbanié, Cocotiers et Conga) situé dans des eaux potentiellement riches en pétrole. Elle estime que la Guinée équatoriale est héritière des droits de l'Espagne au moment de son indépendance en 1968, écartant ainsi les arguments avancés par le Gabon fondés sur la convention de Bata de 1974.

Cameroun

La dette publique progresse de 8,3 % au premier semestre

Selon la récente [note](#) de conjoncture de la Caisse autonome d'amortissement (CAA), l'encours de la dette publique du Cameroun atteindrait 23,8 Mds EUR à la fin du premier semestre 2026, soit 44,2 % du PIB, en hausse de 8,3 % en glissement annuel. L'administration

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

920 M USD

Montant de l'Eurobond émis par l'Etat
Gabonais sur le marché international à
9,375 % sur 7 ans

centrale continue de concentrer l'essentiel des engagements (94 % du stock total), avec une structure toujours dominée par les financements extérieurs (64,5 % contre 35,5 % pour la dette intérieure). Depuis le début de l'année, les nouveaux emprunts contractés, principalement à des conditions non concessionnelles, s'élèvent à 514 Mds FCFA, représentant 56 % du montant prévu pour l'année par la Stratégie d'endettement. Dans cette dynamique, le gouvernement prévoit de mobiliser, dans les prochains jours un prêt ESG d'un montant de 690 M USD. Parallèlement, les soldes engagés non décaissés (SEND) poursuivent leur progression. À fin juin 2026, ils étaient estimés à environ 7,8 Mds EUR, soit près de 14,5 % du PIB, en hausse de 7,2 % par rapport à fin 2025. Malgré un risque de surendettement toujours considéré comme élevé, la dette publique du Cameroun demeure soutenable.

Le déficit commercial recule au premier trimestre 2026, à près de 620 Mds FCFA

Selon les statistiques douanières provisoires reprises par le Comité national économique et financier (CNEF), le déficit de la balance commerciale s'est réduit, atteignant 620 Mds FCFA au T1 2026 contre 670,4 Mds un an plus tôt. Une amélioration qui tient à une baisse des importations plus marquée, en valeur absolue, que celle des exportations. À fin mars 2026, les exportations ont reculé de 23,6 % en glissement annuel, revenant à 606,9 Mds FCFA. Cette contraction demeure fortement concentrée : trois produits stratégiques (cacao, pétrole brut et gaz naturel liquéfié) totalisent à eux seuls près de 91 % de la baisse constatée. La filière cacao encaisse le choc le plus violent, avec des recettes ramenées à 199,3 Mds FCFA (-37,7 % en g.a.), témoignant de l'effondrement des cours mondiaux. Les importations se sont repliées de 16,2 % à 1 226,5 Mds FCFA, tirées vers le bas par les achats de céréales (-34,1 %, à 81 Mds FCFA), de poissons et crustacés (-35,5 %, à 26,8 Mds), les machines et appareils électriques (-20,2 %, à 85,6 Mds) et les produits pharmaceutiques (-18,4 %, à 40,6 Mds). Les hydrocarbures (+ 2,5 %, à 274,3 Mds) et les machines et appareils mécaniques (+10,8 %, à 115 Mds FCFA) font exception. Les perspectives restent toutefois orientées à la baisse : le départ programmé du navire-usine Hilli Episeyo pourrait amputer les recettes gazières, le GNL représentant encore 11,4 % des recettes totales d'exportation en 2025.

Le Cameroun condamné à indemniser Sundance à hauteur de 616 M USD dans le dossier Mbalam-Nabeba

Selon un [communiqué](#) publié par Sundance Resources Ltd., l'État du Cameroun a été condamné, à la fin du mois de juillet 2026, à verser 616 M USD à la junior minière australienne par un tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale (CCI) de Paris. Cette décision fait suite au retrait de ses droits sur le projet de minerai de fer de Mbalam-Nabeba. L'information est également confirmée par Burford Capital dans un [communiqué](#) publié le 24 juillet 2026. La société, qui a financé la procédure d'arbitrage pour le compte de Sundance, souligne toutefois que l'exécution de la sentence demeure incertaine, en raison des risques de non-respect de la décision par l'État camerounais et d'éventuels recours judiciaires. À l'origine du différend, Sundance reproche à l'État du Cameroun de ne jamais avoir pris le décret présidentiel nécessaire à la validation de son permis d'exploitation, malgré la signature d'une convention minière en 2012.

L'entreprise conteste également la décision des autorités camerounaises de retirer, par décret en 2022, les droits sur le projet pour les attribuer à Cameroon Mining Company SARL, alors même qu'une ordonnance d'arbitrage d'urgence rendue par la CCI de Paris interdisait expressément une telle réattribution.

Congo

La plateforme de paiement des recettes publiques « FOUTA » sera mise en service le 3 août

Dans un [communiqué](#) du 28 juillet 2026, le ministère des Finances annonce la mise en service le 3 août 2026 de la plateforme nationale de paiement des recettes publiques baptisée FOUTA. À compter de cette date, les contribuables devront utiliser cette plateforme pour le paiement de leurs impôts, taxes et droits de douane, par virement bancaire ou paiement mobile, après avoir procédé à leurs déclarations sur les plateformes E-TAX ou SYDONIA. Pour garantir la traçabilité des opérations, une quittance électronique du Trésor public sera délivrée à l'issue de chaque paiement. La mise en service de cette plateforme s'inscrit dans le cadre de la modernisation de la gestion des finances publiques de la République du Congo. Elle s'inscrit par ailleurs dans un programme plus large de réformes engagées par le gouvernement congolais, notamment la mise en place prochainement du Compte unique du Trésor (CUT) visant à centraliser les ressources publiques sur un compte unique auprès de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

L'encours total de la dette publique du Congo évalué à 9 483 Mds FCFA

Dans son rapport présenté le 23 juillet lors de la séance plénière de l'adoption de la Loi de finances rectificative 2026, la Commission économie, finance et contrôle de l'exécution du budget (Ecofin) de l'Assemblée nationale [évalue](#) la dette publique du Congo à 98,0 % du PIB fin mai 2026, soit 9 483 Mds FCFA (14,5 Mds EUR). Le poids de la dette intérieure qui s'élève à 5 532 Mds FCFA (8,4 Mds EUR, soit 58,3 % de la dette publique) reflète l'importance du recours aux financements régionaux pour assurer les besoins budgétaires du pays. Sur le marché des titres publics émis par les États de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) qui atteint 10 021 Mds FCFA (15,3 Mds EUR), 29,6 % de ces titres concernent le Congo pour une valeur de 2 966 Mds FCFA (4,5 Mds EUR). La dette extérieure représente 41,7 % de la dette publique, soit 3 952 Mds FCFA (6,0 Mds EUR). Si les autorités congolaises sont parvenues à diversifier progressivement les

financements, la concentration des échéances à court et moyen terme et la hausse du coût des emprunts pèsent sur les marges budgétaires de l'État. Pour faire face à ces défis, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) recommande notamment d'améliorer la coordination entre les émissions de titres publics et la stratégie budgétaire de l'État.

Gabon

Émission d'un Eurobond de 920 M USD sur le marché international des capitaux

Le Gabon a [annoncé](#), le 30 juillet 2026, avoir levé 920 M USD sur les marchés internationaux, signant son retour sur ce compartiment après plusieurs années d'absence et rejoignant ses pairs de la CEMAC (Cameroun et Congo) qui l'avaient récemment sollicité. L'opération, initialement calibrée à 750 M USD, a bénéficié d'une forte demande, permettant au pays de dépasser l'objectif. Les titres ont été assortis d'un coupon de 9,375 %, avec une maturité de sept ans et un différé d'amortissement de trois ans. Ces conditions améliorent celles du placement privé de février 2025 (570 M USD à 9,5 % sur quatre ans). Les fonds levés serviront à financer les projets d'investissement de l'État et à rembourser des arriérés, notamment ceux dus aux créanciers commerciaux extérieurs et multilatéraux conformément à la loi de finances rectificative 2026. Cette émission intervient un mois après le maintien de la notation souveraine à Caa2 par Moody's.

Contraction de l'activité économique de 3,6 % au premier trimestre 2026

La [note](#) de conjoncture sectorielle du premier trimestre 2026 de la Direction générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPPF) fait ressortir une contraction de 3,6 % de l'indicateur composite d'activité en glissement trimestriel. Le repli tient d'abord aux industries extractives (-2,9 %), pénalisées par le pétrole (-4,0 %, après des arrêts techniques et l'explosion d'un oléoduc) et par le gaz naturel commercialisé (-44,9 %). La production d'électricité recule de 20,1 % en glissement annuel, sur fond d'avaries répétées et de maintenance sous-financée. Les exportations en valeur chutent de 34,5 % par rapport au trimestre précédent, les commandes des principaux clients reculant de 11,8 %. Le décrochage est quasi général : France (-85,5 %), Brésil (-55,4 %), Inde (-31,3 %) et Chine (-13,2 %). Par produit, les ventes de pétrole brut se contractent de 37,5 %, celles d'or brut de 75 % et celles d'huile de palme de 92,3 %. L'administration rattache ce repli au blocage du détroit d'Ormuz, qui renchérit les coûts

logistiques et pèse sur les expéditions. L'inflation reste cependant contenue à 0,9 % en glissement annuel.

Progression du crédit bancaire au premier semestre 2026

Selon l'association professionnelle des établissements de crédit du Gabon, les crédits au secteur privé ont [progressé](#) de 12,69 % au premier semestre 2026, mais deux établissements distribuent à eux seuls 68,75 % des encours (BGFi Bank et AFG Bank). Cette concentration s'inscrit dans un contexte d'expansion rapide du bilan bancaire ; d'après la note de conjoncture de la DGEPPF, les crédits bruts ont augmenté de 3,8 % au premier trimestre et de 34,1 % sur un an, tandis que le total de bilan progressait de 3,7 % et les capitaux permanents de 5,4 %. Le secteur privé représente 76,6 % des crédits distribués ; cinq branches (production et distribution d'électricité et de gaz, activités extractives, autres services, administrations publiques et agriculture) en concentrent 63 %. La qualité apparente du portefeuille s'améliore, les créances en souffrance revenant à 9,1 % des crédits bruts contre 9,7 % un trimestre plus tôt, et le taux de couverture des crédits par les dépôts s'établit à 125,3 %.

Tchad

Le Tchad renforce la numérisation de ses recettes publiques avec 3 000 nouveaux terminaux de paiement électronique

Le 24 juillet 2026, le Tchad a [réceptionné](#) 3 000 terminaux de paiement électronique (TPE) destinés à accélérer la numérisation des finances publiques, en sécurisant la collecte des recettes de l'État, en renforçant la transparence des opérations et en facilitant les paiements des usagers. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de modernisation de l'administration financière engagée par les autorités, notamment depuis la signature, le 8 février 2026, d'une convention avec plusieurs opérateurs de mobile money pour intégrer les paiements numériques aux opérations de l'État. Financée par la Banque mondiale dans le cadre du Projet d'appui à la transformation numérique du Tchad (PATN), cette initiative intervient alors que le pays reste confronté à un important retard en matière de développement numérique, selon les classements de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de l'ONU.

RDC

La RDC et l'Angola finalisent le cadre juridique de la zone maritime d'intérêt commun

Les ministres en charge des hydrocarbures de la RDC et de l'Angola ont [signé](#) le 22 juillet 2026 à Luanda l'avenant au contrat de partage de production de la zone maritime d'intérêt commun. Ce document parachève les derniers ajustements administratifs, financiers et juridiques nécessaires à l'entrée en phase opérationnelle du projet d'exploitation pétrolière offshore dans cet espace partagé. L'exploitation de cette zone représente un enjeu économique pour les deux pays, avec des perspectives d'augmentation des recettes pétrolières, de nouvelles entrées fiscales et d'investissements dans les infrastructures et les services pétroliers. Cependant, dans un contexte de transition énergétique qui réduit progressivement les investissements dans les énergies fossiles, la protection des écosystèmes marins, la prévention des pollutions et la maîtrise des émissions constituent des attentes croissantes de la part des investisseurs et des partenaires internationaux. La signature de l'avenant ne marque pas le début immédiat de la production. Plusieurs étapes restent nécessaires, notamment l'installation des organes de gestion, la mise en œuvre des mécanismes financiers, les décisions d'investissement et le lancement des opérations techniques.

La RDC exporte ses premiers concentrés de lithium depuis le port de Kalemie

Les concentrés de lithium sont produits par Manono Lithium SAS, une coentreprise détenue à 54,9 % par le groupe chinois Zijin Mining. Cette première exportation constitue une étape décisive pour le [projet de Manono](#), considéré comme l'un des plus importants gisements de lithium au monde. Il a été conçu pour traiter 5 millions de tonnes de minerai par an et produire environ 1 million de tonnes de concentré de spodumène. À terme, le projet pourrait contribuer à environ 5 % de l'offre mondiale de lithium. Cette opération marque l'entrée de la RDC sur le marché mondial du lithium, un minerai stratégique pour les batteries des véhicules électriques et les systèmes de stockage d'énergie. Elle intervient alors que le pays, déjà premier producteur mondial de cobalt, cherche à diversifier son offre de minerais critiques. Au-delà des revenus attendus pour l'État, les autorités espèrent que cette dynamique favorisera le développement des infrastructures de transport, l'essor des activités logistiques et la création

de nombreux emplois directs et indirects dans cette partie du pays.

Sao Tomé-et-Principe

Inscription de six roças santoméennes sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

Le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, réuni lors de la 48^e session à Busan, a [inscrit](#) le 26 juillet six roças santoméennes sur la liste du patrimoine mondial. Sont concernées Monte Café, Água Izé, Diogo Vaz et São João, sur l'île de São Tomé, ainsi que Sundry et Belo Monte, sur celle de Príncipe. Il s'agit de la première inscription de l'archipel sur cette liste. Les roças, ces ensembles agro-industriels, dédiés au café et au cacao de la fin du XIX^e au milieu du XX^e siècle, associent terres agricoles, unités de transformation et installations résidentielles. Les autorités santoméennes en attendent un renforcement de l'attractivité touristique et un appui aux communautés locales, tout en reconnaissant des obligations de conservation accrues. Le tourisme représente environ 11 % du PIB et figure parmi les axes de diversification retenus par le document de stratégie pays 2024-2029 de la BAfD.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
25 septembre 2026	Forum économique France-Tchad (MEDEF)	Paris (France)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Juin-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	82	3	4	7	1105	403	639
Variation mensuelle (%)	-19 %	8 %	6 %	-2 %	-3 %	-1 %	-1 %
Variation annuelle (%)	18 %	4 %	-48 %	-15 %	18 %	0 %	-2 %
Variation sur 5 ans	14 %	-2 %	86 %	60 %	10 %	-4 %	-5 %
Variation sur 10 ans	71 %	23 %	41 %	86 %	54 %	3 %	-6 %

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER– Mathis FOLCH (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).